

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU COMITE
SYNDICAL DU 28 SEPTEMBRE 2015**

Envoyé en préfecture le 23/10/2015

Recu en préfecture le 23/10/2015

DELEGUES :	SEBA QUORUM GENERAL	SEBA QUORUM SPECIFIQUE
	II 00267-20150928-2015CS090034-DE	
Nombre	83	75
Quorum	42	38
Présents	47	45
Pouvoirs	7	6
Votants	54	51
Abstentions	0	0
Suffrages exprimés	54	51
Majorité requise	28	26
Pour	54	51
Contre	0	0

**OBJET : N° 1.2.2 – ORGANISATION INSTITUTIONNELLE –
RAPPORT ANNUEL 2014 DELEGATAIRE SERVICE PUBLIC ASSAINISSEMENT COLLECTIF -**

L'an deux mille quinze, le vingt-huit du mois de septembre, à dix-sept heures trente, les membres du COMITE SYNDICAL du SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, se sont réunis au siège du Syndicat à la Sigalière à LARGENTIERE, sur la convocation qui leur a été adressée par le Président du Syndicat conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L 5211-8), sous la présidence de Monsieur Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, participent à la présente délibération tous les délégués énumérés ci-dessous à l'exception des représentants des Communautés de Communes.

Titulaires présents avec voix délibérative :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> MM. CONSTANT Bernard (Balazuc) / FERRIER Dominique (Banne) / MATHIEU Jean-Claude (Beaulieu) / FAUGIER Christian (Chandolas) / MME MOUTERDE Hélène et M. SERRE-CHAMARY René (Chassiers) / MM. PLANTEVIN Patrick (Chauzon) / GIRAUD Jacky (Chazeaux) / Mme TAULEIGNE Lise (Fabras) / M. PASCAL Jean (Faugères) / Mme CHAGOT Patricia (Grosbrières) / MM. LEYNAUD Jean-Marc (Joannas) / FLAMBEAUX Patrice (Labeaume) / ROSE Hermand (Largentière) / LEGENDRE Yves (Laurac en Vivarais) / RISSE Michel (Malbosco) / VEYRENC Yves (Pont de Labeaume) / VIELLARD Jean-Léon (Pradons) / CUTTIER Jean-François (Prunet) / AUDIBERT François (Ribes) / GIBERT Alain (Rocles) / PERBOST Serge (Ruoms) / MEISS Bernard (Saint Andéol de Vals) / BOISSEL Jean-Luc (St Julien du Serre) / MERINE Philippe (St Privat) / OZIL Raymond (Sampzon) / OLIVIER Robert (Sanilhac) / DUGAS Laurent (Tauriers) / LECOSSOIS Jean-Marie (Uzer) / SAUBIN Philippe et LACROTTE Robert (Vals-Les-Bains) / VEYRENC Eric (Vernon) / GRASSET Guillaume (Vinezac)	<u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u> M. CIVIER Stéphane (Aubenas) / Mme CHASTAGNIER Geneviève (Joyeuse) / M. IMMACOLATO Jean-Pierre et Mme MAIRESSE Nadine (Vallon Pont d'Arc) <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » :</u> MM. BACCONNIER Jean-Claude, FALLOT Joseph et LADREYT Jean-Pierre <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat ST ETIENNE-DE-FONTB. / ST SERVIN :</u> M. DURIEU Jean-Marie <u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> MM. BACCONNIER Jean-Claude (CDC Gorges de l'Ardèche)
--	---

Titulaires ayant donné procuration :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> M. PONTHER Jean-Yves (Labégude) à M. LACROTTE Robert M. CLADT Bernard (Labégude) à M. SAUBIN Philippe M. BELLOT James (Meyras) à M. VEYRENC Yves M. CHARRIERE Jacques (Ruoms) à M. PERBOST Serge M. ROURISSOL Denis (St Privat) à M. MERINE Philippe	<u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> M. PONTHER Jean-Yves (CDC Aubenas-Vals) à M. CIVIER Stéphane <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » :</u> Mme CHAGNOL Dominique à M. PASCAL Jean
--	--

Titulaires excusés :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> MM. CHAMBON Roland et BALAZUC Thierry (Lachapelle S/s Aubenas) / ORIVES Eric (Lalevade d'Ardèche) / IMBERT Guy (Rocher) / DEVANCIARD Gilles et SERRE Michel (St Alban Auriolles) / GARRIDO Jean-Manuel (St André de Cruzrières) / JAUFFRE Michel (St Pierre de Colombier) / MANENT Pierre (Vinezac)	<u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u> Mme TOURRE Nathalie (Joyeuse) <u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> Mme CHAGNOL Dominique (CDC Gorges Ardèche) / MM. GARRIDO Jean-Manuel et MANIFACIER Jean-Paul (CDC Pays des Vans en Cévennes) / MEYER Jean-Yves (CDC Aubenas Vals)
---	---

Titulaires absents :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> MM. LANGLET Patrick (Les Assions) / BALMELLE Robert (Berrias - Casteljau) / CHARRON Claude (Lalevade d'Ardèche) / Mme AMET Maryse (Largentière) / MM. RAMANMALI Angelin (Montréal) / Mme KONARZEWSKI Jessica et M. ROURE Sébastien (Rosières) / Mme MESSAOUDI Simone (Ruoms) / MM. SOUTEYRAND Marc, Mme CHARROUD Annie et M. AVIAS Cyrille-Christophe (Ucel) / Mme EL FARKH Marie (Vals-Les-Bains)	<u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u> MM. ETIENNE Claude (Chirols) / CONTESSO Franck (Fons) / BARALE Ange (Vallon Pt d'Arc) <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat d'adduction de BARJAC :</u> MM. CHAULET Edouard, UGHETTO René et MARRON Jacques <u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> MM. MANENT Pierre et JOUFFRE Franck (CDC Vinobre)
--	--

Suppléants présents avec voix délibérative :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> MM LAPIERRE Michel (Rocher) / ESPERANDIEU Jean-Claude (St André-De-Cruzrières) / FARGIER Gérard (St Pierre De Colombier) / LAURENT André (Vinezac)	<u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> M. FLAMBEAUX Patrice (CDC Gorges de l'Ardèche)
--	--

Le Secrétaire de séance est : Mme Lise TAULEIGNE

- 1/2 -

« La Sigalière » – Les Vergnades – 07110 LARGENTIERE

Tél. 04 75 89 96 96 – Fax : 04 75 89 96 97 – E.mail : administration@seba-eau.fr - Site internet : www.seba-eau.fr

**OBJET : N° 1.2.2 – ORGANISATION INSTITUTIONNELLE –
RAPPORT ANNUEL 2014 DELEGATAIRE SERVICE PUBLIC ASSAINISSEMENT COLLECTIF**

Les rapports annuels des délégataires des services publics d'eau potable et d'assainissement collectif, distincts de celui du Président, sont prévus aux articles L 1411-3 et R.1411-7 du Code Général des Collectivités Territoriales qui stipulent :

L.1411-3 – « *Le délégataire produit chaque année avant le 1^{er} juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport est aussi assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. Dès la communication de ce rapport, son examen est mis à l'ordre du jour de la plus prochaine réunion de l'assemblée délibérante qui en prend acte.* »

R.1411-7 – « *Le rapport mentionné à l'article L.1411-3 tient compte des spécificités du secteur d'activité concerné, respecte les principes comptables d'indépendance des exercices et de permanences des méthodes retenues pour l'élaboration de chacune de ses parties, tout en permettant la comparaison entre l'année en cours et la précédente. Toutes les pièces justificatives des éléments de ce rapport sont tenues par le délégataire à la disposition du délégant dans le cadre de son droit de contrôle.*

Ce rapport comprend

I – Les données comptables suivantes (extrait) :

- Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la délégation rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours,*
- Une présentation des méthodes et des éléments de calcul économique annuel et pluriannuel retenus pour la détermination des produits et charges directs et indirects,*
- Un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat,*
- Un compte rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public,*
- Un état du suivi du programme contractuel d'investissements en premier établissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public,*
- Un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année,*
- Un inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service délégué,*
- Les engagements à incidences financières, y compris en matière de personnel, liés à la délégation du service public et nécessaires à la continuité du service public...*

II – L'analyse de la qualité du service mentionnée à l'article L.1411-3 comportant tout élément permettant d'apprécier la qualité du service rendu et les mesures proposées par le délégataire pour une meilleure satisfaction des usagers. La qualité du service est notamment appréciée à partir d'indicateurs proposés par le délégataire ou demandés par le délégant et définis par voie contractuelle.

III – L'annexe mentionnée à l'article L.1411-3 qui comprend un compte rendu technique et financier comportant les informations utiles relatives à l'exécution du service et notamment les tarifs pratiqués, leur mode de détermination et leur évolution, ainsi que les autres recettes d'exploitation».

L'article D.2224-1, alinéa 2, du même code précise que les dispositions ci-avant rappelées « *s'appliquent quel que soit le mode d'exploitation des services publics de l'eau et de l'assainissement* ». A cet égard, le Service Public de l'Assainissement Non Collectif de la Collectivité doit produire, lui aussi, un document répondant aux dispositions réglementaires.

Contrairement au rapport du Président sur le prix et la qualité du service public qui peut fusionner les éléments des services de l'eau potable et de l'assainissement, les délégataires doivent établir des rapports distincts.

Les deux rapports annuels des délégataires, ainsi que le rapport annuel du SPANC, ont fait l'objet d'un examen détaillé en Collège Exécutif et ont été présentés en commissions consultatives « travaux » et « finances/services publics ».

Par ailleurs et conformément à la législation, la Commission Consultative des Services Publics Locaux est saisie, pour examen, des rapports et bilans énoncés au 1^o, 2^o, 3^o et 4^o alinéa de l'article L.1413-1 du CGCT. Son avis est **joint** à la présente délibération.

Ces rapports et leurs pièces annexes citées sont mis à la disposition des élus du Comité Syndical et des membres de la Commission Consultative des Services Publics Locaux, dans leur version intégrale, au siège du Syndicat. Par mesure de cohérence, est également présenté, au cours de cette même séance, le rapport du Président sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable et de l'assainissement qui fait l'objet d'une délibération distincte et pour lequel le Comité Syndical « doit prendre acte » de la présentation.

Le Comité Syndical est appelé à « prendre acte » de la présentation du rapport annuel 2014 du Délégué du service public de l'assainissement collectif.

Le Comité Syndical, à l'unanimité des membres présents ou représentés, **PREND ACTE** de la présentation du rapport annuel 2014 du Délégué du service public de l'assainissement collectif.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME
Le Président du Syndicat,

Jean PASCAL

EXTRAIT DU REGISTRE DES AVIS DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX DU 22 SEPTEMBRE 2015 SUR LE RAPPORT ANNUEL 2014 DU DELEGATAIRE DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

L'an deux mille quinze, le vingt-deux du mois de septembre à quatorze heures trente minutes, la Commission Consultative des Services Publics Locaux du S.E.B.A., dûment convoquée par le Président du Syndicat, s'est réunie au Siège du Syndicat à la Sigalière à LARGENTIERE sous la présidence de Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Présents :

Président du Syndicat :	- M. Jean PASCAL
Délégué du Comité Syndical :	- M. Angelin RAMANMALI
Association des Consommateurs de la Fontaulière :	- M. Pierre CATY
UFC QUE CHOISIR :	- M. Jean-François TODESCHINI-DEIBER
SAUR :	- M. Yoann RENAULT

Excusés :

Délégués du Comité Syndical :	- Mme Lise TAULEIGNE, - M. Michel RISSE
-------------------------------	--

Absents :

Déléguée du Comité Syndical :	- Mme Annie CHARROUD
ASSECO CFDT :	- M. Guy CLEMENT
UDAF :	- M. Benoît MONTICCILO

Le Président fait part à la Commission de la nécessité de prendre acte de la présentation du rapport annuel 2014 du Délégué du service public de l'assainissement collectif.

En effet, les rapports annuels des délégataires des services publics d'eau potable et d'assainissement collectif, distincts de celui du Président, sont prévus aux articles L 1411-3 et R.1411-7 du Code Général des Collectivités Territoriales qui stipulent :

L.1411-3 – « Le délégataire produit chaque année avant le 1^{er} juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport est aussi assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. Dès la communication de ce rapport, son examen est mis à l'ordre du jour de la plus prochaine réunion de l'assemblée délibérante qui en prend acte. »

R.1411-7 – « Le rapport mentionné à l'article L.1411-3 tient compte des spécificités du secteur d'activité concerné, respecte les principes comptables d'indépendance des exercices et de permanences des méthodes retenues pour l'élaboration de chacune de ses parties, tout en permettant la comparaison entre l'année en cours et la précédente. Toutes les pièces justificatives des éléments de ce rapport sont tenues par le délégataire à la disposition du délégant dans le cadre de son droit de contrôle.

Ce rapport comprend :

I – Les données comptables suivantes (extrait) :

- a) *Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la délégation rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours,*
- b) *Une présentation des méthodes et des éléments de calcul économique annuel et pluriannuel retenus pour la détermination des produits et charges directs et indirects,*
- c) *Un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat,*
- d) *Un compte rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public,*
- e) *Un état du suivi du programme contractuel d'investissements en premier établissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public,*
- f) *Un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année,*
- g) *Un inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service délégué,*
- h) *Les engagements à incidences financières, y compris en matière de personnel, liés à la délégation du service public et nécessaires à la continuité du service public...*

II – L'analyse de la qualité du service mentionnée à l'article L.1411-3 comportant tout élément permettant d'apprécier la qualité du service rendu et les mesures proposées par le délégataire pour une meilleure satisfaction des usagers. La qualité du service est notamment appréciée à partir d'indicateurs proposés par le délégataire ou demandés par le délégant et définis par voie contractuelle.

III – L'annexe mentionnée à l'article L.1411-3 qui comprend un compte rendu technique et financier comportant les informations utiles relatives à l'exécution du service et notamment les tarifs pratiqués, leur mode de détermination et leur évolution, ainsi que les autres recettes d'exploitation».

L'article D.2224-1, alinéa 2, du même code précise que les dispositions ci-avant rappelées « s'appliquent quel que soit le mode d'exploitation des services publics de l'eau et de l'assainissement ». A cet égard, le Service Public de l'Assainissement Non Collectif de la Collectivité doit produire, lui aussi, un document répondant aux dispositions réglementaires.

Contrairement au rapport du Président sur le prix et la qualité du service public qui peut fusionner les éléments des services de l'eau potable et de l'assainissement, les délégataires doivent établir des rapports distincts.

Les deux rapports annuels des délégataires, ainsi que le rapport annuel du SPANC, ont fait l'objet d'un examen détaillé en Collège Exécutif et ont été présentés en commissions consultatives « travaux » et « finances/services publics ».

Par ailleurs et conformément à la législation, la Commission Consultative des Services Publics Locaux est saisie, pour examen, des rapports et bilans énoncés au 1^o, 2^o, 3^o et 4^o alinéa de l'article L.1413-1 du CGCT.

Ces rapports et leurs pièces annexes citées sont mis à la disposition des élus du Comité Syndical et des membres de la Commission Consultative des Services Publics Locaux, dans leur version intégrale, au siège du Syndicat. Par mesure de cohérence, est également présenté, au cours de cette même séance, le rapport du Président sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable et de l'assainissement qui fait l'objet d'une délibération distincte et pour lequel le Comité Syndical « doit prendre acte » de la présentation.

A l'unanimité des membres présents, la Commission Consultative des Services Publics Locaux prend acte de cette présentation.

Après avoir recueilli cet avis, le Président rappelle :

- que cet avis sera communiqué au Comité Syndical lors de sa séance du 28 septembre 2015 ;
- que cet avis sera joint à la délibération dudit Comité Syndical.

Pour extrait certifié conforme,
Le Président du Syndicat,

Jean PASCAL